

## Adieu à Lénine et au Léninisme, Dan La Botz.

Bien que mort depuis plus d'un siècle, Vladimir Lénine demeure une figure centrale des débats sur le marxisme moderne, de par son rôle prépondérant dans la Révolution russe, son talent stratégique et tactique reconnu, et ses théories politiques célèbres. Évaluer Lénine s'avère toutefois complexe, compte tenu du contexte turbulent et complexe de son époque et de ses conséquences. Adulé en Union soviétique, vilipendé ailleurs, il nous faut faire preuve de discernement pour saisir toute la portée de sa pensée et de son œuvre.

### Sommaire

- [La conception du parti selon Lénine](#)
- [Les conditions objectives : \(...\)](#)
- [Une autre condition objective](#)
- [Les Thèses d'avril et le \(...\)](#)
- [Dissolution de l'Assemblée constituante](#)
- [Le gouvernement soviétique](#)
- [La gestion autocratique](#)
- [La Tchéka et la Terreur rouge](#)
- [Le communisme de guerre](#)
- [La guerre contre l'Église](#)
- [Le retard de la Russie](#)
- [La rébellion de Cronstadt](#)
- [L'interdiction des factions](#)
- [Lénine confère le pouvoir à Staline \(...\)](#)
- [Le léninisme a-t-il conduit au stalinisme](#)
- [Autres possibilités](#)

Considérez ceci : après sa mort en 1924, à l'âge de 53 ans, il fut quasiment canonisé. Son corps embaumé, exposé dans un cercueil ouvert dans son tombeau de la Place Rouge, devint un lieu de pèlerinage pour des dizaines de millions de fidèles communistes. Ses idées subirent un sort similaire. L'État soviétique publia ses ouvrages les plus importants – véritables textes sacrés – en de nombreuses langues, à des centaines de milliers d'exemplaires, et les distribua gratuitement ou à prix modique dans de nombreux pays. À l'époque de Staline, les communistes créèrent le terme « marxisme-léninisme » pour désigner leur idéologie. Partout en Union soviétique, puis en Europe de l'Est et dans le monde entier, la lecture de l'œuvre de Lénine devint le fondement même de l'idéologie communiste. Même les communistes dissidents ou rivaux, comme les maoïstes et certains trotskistes, adoptèrent l'appellation marxiste-léniniste, et Lénine fit partie intégrante de leur dogme. J'ai dit que Lénine fut canonisé, mais j'aurais dû dire déifié : le dieu d'une religion d'État dans les pays communistes.

Le marxisme-léninisme, bien sûr, n'a pas seulement été imposé par les États communistes à leurs peuples, mais aussi adopté avec enthousiasme et de façon volontaire par les aspirants révolutionnaires des pays capitalistes et en développement. Je me souviens de mes débuts dans les milieux de gauche dans les années 1960 : tous les groupes de jeunes que je rencontrais organisaient des groupes d'étude pour lire et discuter de Lénine, généralement de manière très passive, acceptant

sans esprit critique les enseignements du père de la pensée et de l'organisation révolutionnaires modernes. Après tout, nous étions de jeunes militants qui lisions Lénine parce qu'il avait construit le parti révolutionnaire, les bolcheviks, qui avait mené la Révolution russe. Et nous voulions construire un parti révolutionnaire dans notre propre pays, quel qu'il soit, pour mener la révolution nationale et contribuer à la révolution internationale. À cette époque, des groupes radicaux faisaient la même chose partout dans le monde : ils lisaient Lénine et devenaient léninistes. Cette expérience se répète aujourd'hui, à une échelle moindre, parmi les jeunes de gauche de nombreux pays, y compris aux États-Unis. Cet essai se veut une mise en garde à leur intention.

Dans les années 1960 et 1970, nous, étudiants de gauche léninistes, lisions généralement quelques-uns de ses ouvrages : [\*Que faire ?\*](#), son livre sur l'organisation d'un parti socialiste ; [\*Le gauchisme, maladie infantile du communisme\*](#), son essai sur la nécessité de s'engager dans les syndicats et les partis politiques ; [\*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme\*](#), son analyse du capitalisme moderne, de l'impérialisme et du colonialisme ; et [\*L'État et la Révolution\*](#), sa vision utopique de la révolution socialiste et de la création d'un État socialiste. Après avoir lu et discuté de ces livres, nous nous attelions à l'organisation, à la propagande et à la construction du parti que nous pensions capable de mener la révolution.

Mais les jeunes léninistes se demandaient rarement : si Lénine avait toujours raison, pourquoi les choses ont-elles si mal tourné ? Bien sûr, certains fervents défenseurs affirment que rien n'a jamais mal tourné. À cette époque, les membres du Parti communiste étaient convaincus que l'Union soviétique avait toujours été une réussite : elle avait mené la première révolution socialiste, remporté la Seconde Guerre mondiale et étendu son système à l'Europe de l'Est, à la Chine, au Vietnam, à la Corée du Nord et, plus tard, à Cuba. Certes, les maoïstes estimaient que Nikita Khrouchtchev avait rompu avec le marxisme-léninisme et engagé l'Union soviétique sur la voie capitaliste, mais ils pensaient que la révolution chinoise de Mao Zedong était restée fidèle au marxisme-léninisme et avait été un succès, comme en témoignait la Grande Révolution culturelle prolétarienne alors en cours. Les trotskistes, quant à eux, estimaient que l'Union soviétique était restée fondamentalement saine, tout en faisant valoir qu'après l'arrivée au pouvoir de Staline, une révolution politique – un changement de direction – était nécessaire, mais pas une révolution sociale, l'économie demeurant nationalisée. Ainsi, tous restèrent fidèles à Lénine..

Heureusement, j'ai découvert les [\*\*International Socialists\*\*](#) (IS), alors dirigés par [\*\*Hal Draper\*\*](#). Bien que nous lisions également Lénine, nous ne le faisons pas avec la même vénération que d'autres militants de gauche. Les IS regorgeaient de véritables radicaux, d'hérétiques et d'iconoclastes. Ainsi, tout en lisant Karl Marx, Lénine, Léon Trotsky et Rosa Luxemburg, nous lisions aussi d'autres auteurs, y compris certains de leurs critiques et des figures d'autres traditions socialistes et anarchistes. Pendant quelques années à la fin des années 1970, cependant, un camarade du SWP britannique est devenu notre chef et, sous son influence, nous avons adopté une forme d'organisation démocratique centraliste à part entière, sans aucune représentation des fractions politiques minoritaires au sein de la direction. La plupart d'entre nous ont brièvement adhéré à cette approche, avant de revenir à la raison et de rétablir la représentation des minorités. J'avoue avoir moi aussi fait preuve d'une déférence excessive, d'un manque de critique envers Lénine à cette époque. Aujourd'hui, tout en reconnaissant – comme tout le monde – qu'il fut un homme politique hors du commun, je ne me considère plus comme léniniste. J'explique pourquoi dans cet essai.

Plusieurs auteurs ont écrit de merveilleux ouvrages qui montrent l'énergie, l'enthousiasme, la créativité et l'esprit démocratique authentique qui régnaient aux débuts de la Révolution russe. Parmi ces auteurs et ces ouvrages, on trouve [\*Le léninisme sous Lénine\*](#) de Marcel Lieberman ; les livres d'Alexander Rabinowitch, [\*Prélude à la révolution\*](#) et [\*Les bolcheviks prennent le pouvoir : The Revolution of 1917 in Petrograd\*](#) ; [\*Before Stalinism: The Rise and Fall of Soviet Democracy\*](#) de Sam Farber ; [\*Workers' Control and Socialist Democracy: The Soviet Experience\*](#) de Carmen Sirianni ; et [\*Russia in Revolution: An Empire in Crisis 1890-1928\*](#) de S.A. Smith. Ces excellents livres offrent des récits vivants des années héroïques de la révolution et de la démocratie en Russie. La question qui se pose est la suivante : qu'est-ce qui a étouffé cet esprit démocratique et conduit à l'instauration d'une dictature à parti unique en l'espace d'une décennie ? Il n'existe pas de réponse unique, mais une série de décisions particulières a conduit à la transformation des socialistes russes et de leur révolution.

La vie et l'œuvre de Lénine ont représenté une série de décisions concernant les idées, la lutte politique, la révolution et l'internationalisme qui ont radicalement transformé le mouvement socialiste. En politique, comme dans la vie, une chose entraîne une autre, et un jour, on se retrouve dans une situation qu'on n'avait jamais prévue. Les premières décisions concernant l'organisation du parti, la lutte pour le pouvoir, la guerre civile russe et les mesures nécessaires pour l'emporter, parfois prises dans le désespoir, ont chacune influencé et, comme nous le verrons, souvent déterminé la décision suivante et l'issue finale. Les diplomates et les sociologues ont un nom pour cela. Les Français l'appellent « *L'effet cliquet* ». En anglais, on parle de « ratchet effect ». Un cliquet permet d'avancer dans une direction, mais après chaque clic, il devient impossible de revenir en arrière. Des décisions sont prises qui deviennent irréversibles. La conception du parti par Lénine était réversible au départ, mais la prise de pouvoir bolchevique, la dissolution de l'Assemblée constituante et le transfert du pouvoir aux Soviets ne l'étaient pas. Plusieurs décisions politiques et stratégiques de Lénine sont devenues irréversibles : c'est l'effet cliquet. Il n'y avait plus de retour en arrière possible. Je crois que les décisions politiques clés de Lénine ont été :

- L'organisation de la fraction bolchevique, qui est devenue plus tard le Parti bolchevique, puis le Parti communiste ;
- L'organisation et l'exécution du coup d'État bolchevique, qui a déclenché la Révolution russe d'octobre 1917 ;
- La dissolution de l'Assemblée constituante démocratiquement élue en janvier 1918 ;
- La mise en place du gouvernement soviétique de coalition dirigé par les bolcheviks, qui devint bientôt un simple gouvernement bolchevique ;
- La mise en place d'une « gestion à un seul homme » dans l'industrie soviétique ;
- La création d'une police politique, la Tchéka, et le déclenchement de la Terreur rouge ;
- La mise en place du communisme de guerre et la militarisation de la société pour gagner la guerre civile ;

- La guerre de la Russie contre la Pologne, qui se solda par une défaite ;
- La répression de la rébellion de Kronstadt ;
- L'interdiction des fractions au sein du Parti communiste russe ; et
- La promotion au pouvoir de Staline par Lénine.

Ces décisions — toutes irréversibles sauf la première — ont été prises par une petite élite dirigeante qui, l'une après l'autre, ont anéanti la démocratie et rendu impossible un socialisme démocratique en Russie soviétique. On peut admettre que nombre de ces décisions ont été imposées à Lénine et aux bolcheviks sans pour autant concéder qu'il n'y avait pas d'alternative. Examinons maintenant chacune d'entre elles, en commençant par le début.

### **Critique de la conception du parti de Lénine**

L'expérience, la vie et l'œuvre de Lénine, tant intellectuelles que pratiques, l'ont mis en conflit avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme démocratique. Surtout, ils ont rompu avec l'idée qu'une révolution socialiste et la création d'une société socialiste devaient nécessairement être démocratiques. Si nombre des caractéristiques antidémocratiques du Parti bolchevique et de l'État soviétique qu'il dirigeait découlaient de la situation objective de l'époque, d'autres résultaient de choix politiques conscients.

Fort de sa confiance en lui et de sa volonté inébranlable, Lénine était persuadé de toujours savoir ce qui était juste, ce qui était le mieux et ce qu'il convenait de faire – nous avons tous connu des personnes comme lui. C'est sur ce fondement psychologique personnel que s'est fondée sa tendance à l'autoritarisme.

On pourrait commencer par l'essai généralement privilégié des militants, « Que faire ? », écrit en 1902 pour l'organisation éditrice de *l'Iskra* (L'Étincelle), journal clandestin qui joua un rôle central dans l'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Lénine s'était engagé dans le mouvement ouvrier socialiste russe dès la fin des années 1880, d'abord au sein de groupes d'études étudiants, puis de groupes ouvriers, avant d'en devenir une figure de proue. Il figurait parmi les délégués au deuxième congrès du POSDR en 1903, qui se tenait en Belgique, avant d'être contraint de quitter les lieux par la police et de se réunir à nouveau à Londres. Le congrès ayant opté pour la création d'un parti centralisé plutôt que pour une approche fédéraliste, les partisans de Lénine ont exclu de fait les socialistes russes du Bund, la Ligue générale des travailleurs juifs, une organisation qu'ils jugeaient nationaliste et séparatiste. L'exclusion du Bund signifiait que les partisans de Lénine étaient désormais majoritaires, ou bolcheviks, tandis que les partisans de Julius Martov étaient minoritaires, les mencheviks. Les bundistes écartés, Lénine présenta son plan d'organisation du parti, « Que faire ? », ce qui provoqua un débat avec Martov et ses partisans.

Martov n'avait pas rédigé de document aussi exhaustif que celui de Lénine, mais il avait avancé des arguments et proposé des amendements en faveur d'un parti composé de militants qui adhéraient au programme du parti, le soutenaient financièrement et œuvraient sous la direction d'une de ses organisations. Lénine, quant à lui, prenant pour modèle le Parti social-démocrate

allemand, prônait une organisation fortement centralisée exerçant un contrôle sur des membres dévoués et disciplinés, des « révolutionnaires professionnels ». Deux expressions fréquemment associées au parti léniniste, le « centralisme démocratique » et le « parti d'avant-garde », n'apparaissent pas dans *Que faire ?*. L'expression « centralisme démocratique » fut initialement forgée par les mencheviks et utilisée par les deux groupes. Lénine appelait à un débat ouvert sur les questions internes au parti, suivi d'une décision démocratique, puis, une fois la décision prise, d'une unité dans l'action.

Plus tard au cours de ce congrès, deux propositions furent présentées concernant la composition, de la rédaction de l'*Iskra* : celle d'inclure six camarades (Georgi Plekhanov, Pavel Axelrod, Vera Zasulich, Lénine, Martov et Alexandre Potresov) ou celle de trois camarades (Plekhanov, Lénine et Martov). Cela a conduit à une scission après que la proposition de Lénine d'un comité de trois personnes a remporté le vote et que Martov a refusé d'accepter la décision. Mais derrière cette scission se cachait la question de la discipline de parti. Martov et ses partisans rejetaient ce qu'ils considéraient comme l'autoritarisme de Lénine. Ainsi, le POSDR se divisa en deux organisations en 1903 et se scinda définitivement en deux partis rivaux en 1912. Les deux groupes divergèrent rapidement dans la pratique : les bolcheviks devinrent très centralisés, les mencheviks un peu plus souples. Le bolchevisme se définit alors sur les questions de centralisation et de discipline de parti.

Plusieurs socialistes de premier plan critiquèrent violemment Lénine en se fondant sur leur lecture de son ouvrage *Que faire ?* et d'autres écrits tels que sa brochure, [\*Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique\*](#), leur connaissance personnelle de Lénine, et leurs observations sur sa direction des bolcheviks. David B. Riazanov, Luxemburg, Trotsky et Maxime Gorki ont tous rédigé des attaques cinglantes contre les opinions de Lénine. Riazanov, organisateur syndical de longue date, militant socialiste et spécialiste du marxisme, était membre de Bor'ba, un groupe socialiste russe qui avait été exclu du congrès du POSDR. [Son biographe intellectuel écrit](#) :

Riazanov estimait que Bor'ba avait été exclu du congrès, non pas pour les raisons invoquées, mais parce que le groupe de l'*Iskra* n'avait pas voulu faire face aux divergences d'opinion. Il déplorait le fait que Lénine et Martov privilégiaient tous deux une organisation de parti dans laquelle la direction n'était pas élue par les membres et ne leur rendait pas de comptes. Sans le principe démocratique, sans l'élimination de toute trace de culte de la personnalité, estimait-il, on ne pouvait avoir au mieux qu'une secte, mais pas un parti. Au cours des années suivantes, Riazanov ne rejoignit ni la fraction bolchevique ni la fraction menchevique, mais resta un membre non aligné du POSDR, dont il espérait toujours la réunification.

Il devint plus tard bolchevique, bien qu'il fût critique à l'égard de nombreuses décisions politiques bolcheviques, telles que la prise du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante et l'échec à établir un gouvernement incluant tous les partis socialistes.

Luxemburg, dans [son article de 1904](#) « [Questions d'organisation de la social-démocratie russe](#) », parfois publié sous le titre « *Marxisme ou léninisme* », écrivait :

*La thèse de Lénine est que le Comité central du parti devrait avoir le privilège de nommer tous les comités locaux du parti. Il devrait avoir le droit de nommer les organes*

*effectifs de toutes les instances locales, de Genève à Liège, de Tomsk à Irkoutsk. Il devrait également avoir le droit de leur imposer à toutes ses propres règles de conduite du parti, toutes faites. Il devrait avoir le droit de statuer sans appel sur des questions telles que la dissolution et la reconstitution des organisations locales. De cette manière, le Comité central pourrait déterminer, à sa convenance, la composition des plus hauts organes du parti. Le Comité central serait le seul élément pensant du parti. Tous les autres groupements seraient ses membres exécutifs.*

Elle concluait :

*L'ultra-centralisme réclamé par Lénine est imprégné de l'esprit stérile du surveillant. Ce n'est pas un esprit positif et créatif. *Le souci de Lénine n'est pas tant de rendre l'activité du parti plus fructueuse que de contrôler le parti — de restreindre le mouvement plutôt que de le développer, de le contraindre plutôt que de l'unifier.* (Italiques de RL)*

Même après que les bolcheviks eurent mené la révolution et pris le pouvoir — une révolution qu'elle soutenait pleinement —, Luxemburg continua de critiquer l'autoritarisme de Lénine et des bolcheviks. Dans son livre de 1918 [La Révolution russe](#), elle écrivait :

À la place des organes représentatifs créés par des élections générales et populaires, Lénine et Trotsky ont établi les soviets comme la seule véritable représentation de la vie politique dans l'ensemble du pays, la vie au sein des soviets doit, elle aussi, devenir de plus en plus paralysée. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans libre combat des opinions, la vie s'éteint dans chaque institution publique, devient un simple semblant de vie, dans laquelle seule la bureaucratie subsiste comme élément actif.

La vie publique s'endort peu à peu ; quelques dizaines de dirigeants de parti, dotés d'une énergie inépuisable et d'une expérience sans limites, dirigent et gouvernent. Parmi eux, en réalité, seule une douzaine de têtes éminentes assurent la direction, et une élite de la classe ouvrière est invitée de temps à autre à des réunions où elle doit applaudir les discours des dirigeants et approuver à l'unanimité les résolutions proposées — au fond, donc, une affaire de clique — une dictature, certes, non pas la dictature du prolétariat, mais seulement la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens du régime des Jacobins (le report du Congrès des Soviets de trois à six mois !). Oui, nous pouvons aller encore plus loin : de telles conditions doivent inévitablement entraîner une brutalisation de la vie publique : tentatives d'assassinat, exécutions d'otages, etc.

Elle a également écrit :

La liberté réservée aux partisans du gouvernement, aux membres d'un seul parti — aussi nombreux soient-ils — n'est pas la liberté du tout. La liberté est toujours et exclusivement la liberté de celui qui pense différemment.

Trotsky partageait des préoccupations similaires. Dans sa brochure de 1904, [Nos tâches politiques](#), il donnait cette opinion sur les vues de Lénine :

Dans la politique interne du Parti, ces méthodes conduisent, comme nous le verrons ci-dessous, à ce que l'organisation du Parti se « substitue » au Parti, que le Comité central se substitue à l'organisation du Parti, et enfin que le dictateur se substitue au Comité central.

Après avoir rejoint les bolcheviks en août 1917, Trotsky a désavoué son essai, qui a rarement été réimprimé. (New Park Publications en a publié une traduction anglaise dans les années 1970, désormais [disponible en ligne sur Marxists.org](#).) Après la mort de Lénine en 1924, suivie de la lutte pour la succession à la tête du Parti bolchevique et de la montée du stalinisme, Trotsky — considéré comme un nouveau venu dans la « véritable Église » — devint un fervent léniniste. Plus catholique que le pape, pourrait-on dire. Pourtant, bien que Trotsky lui-même se soit rétracté par rapport à ses propos de 1904, à la lumière des développements ultérieurs sous Lénine, Staline et leurs successeurs et imitateurs, ses opinions antérieures semblent remarquablement prémonitoires.

Gorki, ancien bolchevique, écrivit de manière plus caustique :

Lénine, Trotsky et leurs acolytes sont déjà enivrés par le poison du pouvoir, comme le prouve leur attitude honteuse envers la liberté d'expression, la liberté individuelle et cet ensemble de droits pour lesquels la démocratie s'est battue... Lénine et ses acolytes se croient en droit de commettre tous les crimes... Lénine n'est pas un magicien tout-puissant, mais un prestidigitateur cynique qui ne se soucie ni de l'honneur ni de la vie du prolétariat... (Cité dans Victor Serge, De Lénine à Staline.)

Le bolchevisme a affecté la vie du mouvement au sens large et celle de la société. Lénine et les bolcheviks attendaient des membres du parti qu'ils tentent de prendre le contrôle de toute organisation au sein de laquelle ils travaillaient : syndicats, organisations paysannes, mouvements sociaux, etc. Dans un recueil de ses écrits, [Lénine et les syndicats](#), Lénine exigeait, avant et après la révolution, que le parti prenne la tête de chaque organisation ouvrière et de chaque syndicat sur chaque lieu de travail. Aucun groupe ouvrier ni syndicat ne devait exercer la moindre indépendance. Le parti — c'est-à-dire le Comité central — indiquerait au syndicat et à ses membres leurs tâches. Dans les années 1920 et 1930, le parti a pris le contrôle des organisations étudiantes, des organisations de femmes, des sports et des loisirs. Même un club d'échecs ne pouvait être indépendant. Aucune organisation ne pouvait être indépendante car elle risquait de s'opposer au parti.

Tout ce que nous appelons la « société civile » a été balayé.

Dès le début, il y a également eu un rejet de la *pensée indépendante*, même si celle-ci ne se manifestait pas sous la forme d'une opposition organisée. [En 1922, le gouvernement de Lénine a rassemblé environ 220 intellectuels](#) et les a embarqués sur les fameux « bateaux des philosophes », les expulsant de Russie vers les ports de Stettin, en Allemagne, de Riga, en Lettonie, et d'Istanbul, en Turquie. Il s'agissait de théologiens, de philosophes, d'économistes, de journalistes, de poètes, etc. Si la plupart d'entre eux étaient certes conservateurs, et certains carrément réactionnaires, la plupart n'étaient pas des militants politiques. Ce qu'ils avaient en commun, c'est qu'ils ne souscrivaient pas aux opinions du parti bolchevique au pouvoir ; ils pensaient et écrivaient de manière indépendante, et c'était là le problème. Dans le domaine de la littérature et de la culture, Lénine a introduit, et ses partisans ont adopté et transformé en dogme, l'idée de *partinost*, ou esprit

de parti. Cela signifiait que les intellectuels et les artistes devaient suivre la ligne du parti dans leur travail. Plus tard, dans le domaine de la littérature, cela a évolué vers le concept de « réalisme socialiste », qui dictait les critères esthétiques communistes : des héros positifs et un optimisme révolutionnaire.

La conception du parti de Lénine était dès le départ autoritaire, et en tant qu'homme qui dominait la direction du parti, il en était l'autorité suprême. Cette tendance ne fit que se renforcer face aux défis posés par l'évolution des conditions objectives dans lesquelles le parti se trouvait.

### **Les conditions objectives : l'autocratie**

L'une des conditions objectives auxquelles étaient confrontés les socialistes russes était qu'ils vivaient sous une autocratie. Le tsar (l'empereur) était un monarque. La Douma (le parlement) n'a été créée qu'à la suite d'une réforme en 1906, après l'échec de la révolution de 1905. Même alors, le tsar restait maître de la politique étrangère et de l'armée, nommait les ministres et avait le pouvoir de dissoudre la Douma, ce qu'il fit en 1906 et 1907. Le tsar pouvait également opposer son veto aux lois et promulguer des décrets.

Si les lois fondamentales adoptées après la révolution de 1905 ont créé la Douma et, en théorie, accordé des libertés civiles telles que la liberté de réunion et d'expression, l'exercice de ces droits pouvait conduire à une arrestation. Le tsar régnait grâce à son contrôle de l'armée, de la police et de l'Okhrana, la police secrète russe composée de dizaines de bureaux de sécurité et de plusieurs milliers d'agents en Russie et dans des villes européennes telles que Paris. L'Okhrana, créée pour mettre fin au terrorisme antigouvernemental et réprimer les anarchistes et les socialistes, les espionnait, les arrêtait, les emprisonnait et parfois les assassinait. Les révolutionnaires étaient notamment condamnés à l'exil interne en Sibérie. Ni la démocratie ni les libertés civiles n'existaient dans la Russie tsariste.

L'autocratie tsariste justifiait le centralisme et la discipline stricts de Lénine, considérés comme nécessaires pour empêcher la répression du parti. La répression tsariste rendait impossible pour tout parti de gauche d'organiser des congrès ou des réunions publiques, sauf pendant les périodes de bouleversements révolutionnaires comme celles de 1905 et 1917. Ainsi, là où il ne pouvait y avoir ni congrès ni réunions représentatives, il pouvait y avoir du centralisme, mais pas de centralisme *démocratique*. C'était la direction du parti qui imposait les décisions et la ligne de conduite. S'il était tout à fait vrai que la répression tsariste rendait nécessaires le secret et les opérations clandestines, ces conditions avaient pour effet de rendre les bolcheviks plus autoritaires dans la pratique. Le parti clandestin prenait le caractère d'une organisation quasi-militaire, obéissant aux ordres venus d'en haut et de l'étranger, où Lénine vivait en exil en Suisse.

En février 1917, une révolution populaire provoquée par la guerre renversa le tsar et instaura un gouvernement provisoire démocratique bourgeois dirigé par le modéré Alexandre Kerensky. Des opportunités démocratiques se développèrent, mais le parti avait connu plus d'une décennie de direction autoritaire qui rendait le changement difficile. Et il était confronté à une autre grande condition objective.

### **Une autre condition objective : la paysannerie**

La condition objective la plus tenace et la plus problématique était la démographie de la Russie : son immense paysannerie. À la base de la pensée de Marx se trouvait, d'abord, l'idée que le socialisme naîtrait dans une société capitaliste où la production industrielle rendait possible une abondance de biens et de services. Ensuite, il croyait qu'une large classe ouvrière industrielle, organisée et disciplinée par la vie en usine, éduquée et rendue plus sophistiquée par la vie urbaine, disposerait des connaissances et du pouvoir nécessaires pour organiser démocratiquement et collectivement la production et la vie sociale au profit de l'ensemble de la société. Les syndicats ouvriers et leurs partis socialistes leur permettraient de renverser le pouvoir capitaliste et d'organiser démocratiquement l'économie et le système politique ; c'est-à-dire de créer le socialisme. À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, l'Allemagne était généralement considérée comme le candidat le plus probable à une révolution socialiste en raison de son niveau élevé de développement industriel, de son importante classe ouvrière, de ses syndicats puissants et de son parti socialiste. Ni Marx et Engels, ni Lénine, Luxemburg ou Trotsky ne croyaient que les paysans pouvaient mener une révolution ou qu'une révolution socialiste était possible dans une société à prédominance paysanne. Ils considéraient la paysannerie comme une classe sociale conservatrice qui ferait obstacle à tout changement révolutionnaire.

Lénine et tous les autres socialistes russes étaient bien conscients que la classe ouvrière de leur pays ne représentait qu'une petite partie de la société. Tout au plus 10 % de la population appartenait à la classe ouvrière, c'est-à-dire aux travailleurs salariés ; 85 % étaient des paysans ; et les 5 % restants étaient des capitalistes, grands et petits, et des propriétaires terriens. Bien qu'il y ait eu une émancipation des paysans du féodalisme dans les années 1860, la plupart des paysans en Russie faisaient toujours partie de l'*obshchina* ou du *mir*, la communauté paysanne. Je dois ajouter qu'à la suite de la Première Guerre mondiale, de la guerre civile, d'une série de famines et de l'invasion étrangère de la Russie soviétique (par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, le Japon, l'Italie, le Canada et d'autres), le niveau d'emploi industriel en Russie a encore baissé, tout comme la taille de sa classe ouvrière.

Tout le monde savait que la classe ouvrière aurait beaucoup de mal à mener une révolution et que, si elle y parvenait, celle-ci ne pourrait être démocratique, car les paysans constituaient la grande majorité et leurs revendications ne coïncidaient pas nécessairement avec celles des travailleurs. Les paysans étaient extrêmement pauvres, en grande partie analphabètes et sans instruction, peu habitués au monde extérieur, religieux et superstitieux, et dispersés à travers cet immense pays dans des centaines de milliers de villages, avec un réseau routier très rudimentaire et un réseau ferroviaire dont la densité était insuffisante pour répondre aux besoins du pays. Comment Lénine, qui souhaitait que son parti socialiste mène une révolution, pouvait-il contourner cette situation objective fondamentale de la majorité paysanne ?

Lénine tenta de surmonter ce problème en soutenant, dès 1905, que le soulèvement des masses en ébullition entraînerait une « révolution des ouvriers et des paysans », et non une révolution socialiste. Il s'agirait, en termes marxistes, d'une révolution démocratique bourgeoise. Les ouvriers et les paysans, croyait Lénine, formeraient une alliance temporaire pour renverser le régime tsariste et instaurer une république. La revendication d'une république était au cœur du programme du POSDR jusqu'à peu avant la Révolution russe d'octobre 1917.

La formulation par Lénine d'une « révolution des ouvriers et des paysans » ne résolvait pas le problème, mais ne faisait que le reporter au moment suivant la victoire de la révolution, où la minuscule classe ouvrière russe, dans sa lutte pour le socialisme, serait théoriquement confrontée à la paysannerie et à la bourgeoisie au sein du parlement de la république et dans la société en général.

## **Les Thèses d'avril et la prise du pouvoir par les bolcheviks**

Le 3 avril 1917, Lénine revint en Russie. Le lendemain, il présenta sa nouvelle position sur la Révolution russe, d'abord aux bolcheviks, puis aux bolcheviks et aux mencheviks, et enfin au public. Les thèses de Lénine, bien qu'elles ne contiennent pas ces phrases, se résumaient dans les slogans révolutionnaires des bolcheviks de l'époque : « Tout le pouvoir aux soviets ! » et « Paix, terre et pain ! ». Ces slogans répondaient aux aspirations du pays à la paix, à la revendication des paysans pour la terre et à la faim des ouvriers. En même temps, la revendication retentissante de Lénine, « Tout le pouvoir aux soviets », s'adressait aux ouvriers et aux paysans qui, déçus par le gouvernement provisoire, en étaient venus à considérer les soviets comme une alternative possible au pouvoir. Lénine n'appelait pas au socialisme, mais plutôt, comme il le disait, à l'organisation sociale de la production et de la distribution.

En juillet, des manifestations spontanées, soutenues par les bolcheviks, contre le gouvernement provisoire – qui n'avait pas réussi à mettre fin à la guerre, à distribuer des terres aux paysans et à nourrir les affamés – ont conduit à une répression généralisée de la part du gouvernement. En réponse aux manifestations des « Journées de juillet », la droite a décidé qu'il était temps d'écraser la gauche. Quelques mois plus tard, en septembre 1917, le général Lavr Kornilov, commandant en chef de l'armée russe, lança un coup d'État pour renverser le gouvernement provisoire dirigé par Kerensky et détruire les soviets. Les bolcheviks formèrent un front uni pour s'opposer au coup d'État de Kornilov, une alliance qui comprenait les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires (SR) et d'autres. En moins d'une semaine, Kornilov fut vaincu, mais s'ensuivit une période de double pouvoir — le gouvernement provisoire et les soviets — qui souleva la question suivante : lequel des deux gouvernerait ?

Si tant les bolcheviks que les mencheviks voulaient renverser le gouvernement provisoire et établir un nouveau régime, la plupart étaient prêts à attendre la tenue du deuxième Congrès panrusse des soviets, qui devait avoir lieu sous peu, pour prendre une décision concernant ce gouvernement. Lénine, cependant, craignait que le vent politique ne tourne et insista pour que les bolcheviks organisent immédiatement le renversement du gouvernement provisoire. Lénine, de nouveau en fuite en Finlande, écrivit au Comité central : « Les bolcheviks, ayant obtenu la majorité au sein des Soviets des députés ouvriers et soldats dans les deux capitales [Petrograd et Moscou], peuvent et doivent prendre le pouvoir entre leurs mains... La majorité du peuple est de notre côté. »

Il insista pour que le Comité central organise la prise du pouvoir. Le 23 octobre, le Comité central des bolcheviks vota à 10 voix contre 2 en faveur de l'organisation d'un coup d'État visant à renverser le gouvernement provisoire. Deux dirigeants bolcheviques, Georgi Zinoviev et Lev Kamenev, s'opposèrent au plan et rendirent même leur opposition publique, mais le coup d'État eut tout de même lieu.

Les bolcheviks créèrent un Comité militaire révolutionnaire pour organiser le coup d'État, s'emparant du Palais d'Hiver et d'autres bâtiments importants à Petrograd, qui avait été la capitale de l'Empire russe et du gouvernement provisoire. À Petrograd, la prise du pouvoir par les bolcheviks se déroula pratiquement sans effusion de sang ; à Moscou, elle fut assez sanglante. Le 25 octobre, Lénine et les bolcheviks ont présenté au Deuxième Congrès panrusse des Soviets un *fait accompli*, transférant le pouvoir du gouvernement provisoire désormais dissous aux mains des Soviets, qui devinrent le nouveau gouvernement de la Russie. Le coup d'État bolchevique a déclenché l'énorme Révolution russe de 1917, alors que les paysans s'emparaient des terres et les ouvriers des usines.

## **Dissolution de l'Assemblée constituante**

En novembre et décembre 1917, la population de toute la Russie a voté lors d'élections organisées par le gouvernement provisoire pour élire l'Assemblée constituante. En mars, le gouvernement provisoire avait accordé aux femmes le droit de se présenter aux élections et de voter, ce qui a permis un véritable suffrage universel. Quelque 47 millions de votes ont été exprimés, dont un grand nombre par des femmes. Lors de l'élection de l'Assemblée constituante, les SR, historiquement le parti de la paysannerie et s'appuyant sur des organisations paysannes, remportèrent environ 40 % des voix, principalement dans les zones rurales ; les bolcheviks en obtinrent environ 24 %, surtout dans les zones urbaines. Les mencheviks obtinrent 2 à 3 %, et les cadets, le parti capitaliste libéral, environ 5 %. D'autres partis plus modestes se sont partagé le reste.

L'Assemblée constituante, dominée par les SR de droite, incarnait la continuité de la révolution bourgeoise de février. Elle s'opposait à la remise du pouvoir aux soviets. C'est ainsi que Lénine, avec ses Gardes rouges bolcheviques, les SR de gauche et ses alliés anarchistes, la dissolva le 19 janvier 1918, abandonnant ainsi la revendication historique du parti en faveur de la création d'une république. Entre le coup d'État des 24 et 25 octobre et la dissolution de l'Assemblée constituante le 19 janvier, les bolcheviks menèrent à bien la prochaine étape de la révolution et prirent le pouvoir. Riazanov, une fois encore, s'opposa à la dissolution de l'Assemblée constituante.

Les léninistes affirment qu'il s'agissait d'une brillante décision stratégique car elle a mis le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, c'est-à-dire entre les mains des soviets. Les soviets, affirmaient-ils, constituaient la république, une république ouvrière, une forme supérieure de démocratie. Les délégués des soviets, bien qu'ils disposent d'une majorité bolchevique, n'ont toutefois pas eu l'occasion de voter sur le coup d'État qui leur a conféré le pouvoir. L'Assemblée constituante, issue d'une élection nationale qui avait donné une majorité aux SR, fut démantelée. Si l'Assemblée constituante s'était réunie quelques jours plus tard, le parti de Lénine n'aurait pas disposé de la majorité ni, probablement, de la capacité de former un gouvernement. Les léninistes soutiennent que l'Assemblée constituante n'aurait pas pu défendre la révolution et qu'une contre-révolution s'en serait suivie. Quoi qu'il en soit, il semble clair que Lénine voulait s'assurer que ses bolcheviks s'emparent du pouvoir, en leur donnant le contrôle du gouvernement, quoi qu'il puisse arriver.

Le Parti bolchevique a été transformé par les événements bouleversants survenus entre avril et octobre, à la fois par le recrutement et parce que certains mencheviks de gauche, SR de gauche, les Mezhrayontsy (Groupe inter-districts) de Trotsky et d'autres gauchistes l'ont rejoint.

Si cela a d'abord entraîné une plus grande diversité politique au sein des bolcheviks, Lénine et son cercle le plus proche sont restés dominants. Le prestige du parti, sa cohésion organisationnelle et sa base sociale ouvrière ont fait que les autres groupes ont été assimilés par les bolcheviks, plutôt que de rendre le parti plus démocratique.

## **Le gouvernement soviétique**

Le 25 octobre 1917, les bolcheviks ont mis en place le premier organe dirigeant des soviets, appelé le Conseil des commissaires du peuple, qui, au départ, était entièrement composé de bolcheviks. Lénine refusa de négocier la formation d'un nouveau gouvernement avec les mencheviks et les SR de droite, car ceux-ci refusaient d'accepter le principe de la supériorité des soviets sur un gouvernement parlementaire. Lénine reconnut toutefois que le gouvernement avait besoin du soutien des paysans. Les bolcheviks formèrent donc un gouvernement de coalition avec les SR de gauche en décembre 1917. Les SR de gauche avaient contribué à étendre les soviets à la campagne et organisé la redistribution des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans, contribuant ainsi à stabiliser le pays.

La coalition ne survécut que jusqu'en mars 1918, date à laquelle les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche se brouillèrent sur la question du traité de Brest-Litovsk. Lénine soutenait fermement la négociation d'un traité russe séparé avec les Puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie et Empire ottoman). Victor Serge écrit dans [\*Lénine à Staline\*](#) :

« Guillaume II mit fin à la controverse en ordonnant une avancée, sur quoi Lénine imposa au Comité central la décision de signer une paix moins favorable, qui sacrifiait la révolution en Finlande et en Ukraine. »

Le traité comportait d'énormes concessions en termes de territoire et de population, mais sortait la Russie de la guerre. Les SR de gauche estimaient que le traité faisait trop de concessions et qu'il interrompait la propagation de la révolution socialiste internationale. Les SR de gauche estimaient, à l'instar de Trotsky, que la Russie devait simplement se retirer de la guerre sans signer le traité. Les SR de gauche étaient tellement opposés au traité qu'ils assassinèrent un diplomate allemand dans le but de le saboter, puis menèrent un soulèvement contre le gouvernement soviétique. La révolte échoua et les SR de gauche, s'étant livrés à une opposition violente à l'État soviétique, furent exclus par Lénine et les bolcheviks de la direction soviétique, laissant les bolcheviks comme seul parti au gouvernement. La Russie soviétique s'est transformée en un État à parti unique, ce qu'elle allait rester pour le reste de son histoire.

Dans la pratique, pour faire face au problème démographique que représentait l'énorme paysannerie, Lénine et les bolcheviks ont favorisé la classe ouvrière. Les soviets des ouvriers, des soldats et des paysans étant devenus le gouvernement en 1917, les bolcheviks s'efforcèrent de renforcer mécaniquement le poids des ouvriers. Dans le système électoral indirect et à plusieurs niveaux des soviets, il y avait un délégué pour 1 000 ouvriers ou soldats au niveau des soviets

locaux, mais seulement un délégué pour 5 000 paysans. La Constitution de 1918 a établi un système où les électeurs urbains avaient plus de poids que les électeurs ruraux (1 délégué pour 25 000 électeurs urbains contre 1 pour 125 000 électeurs ruraux). Les délégués locaux élaient les dirigeants des soviets régionaux qui, à leur tour, élaient le Soviet suprême, l'assemblée législative nationale, de sorte que l'avantage des ouvriers était multiplié.

Si cela a peut-être établi la domination électorale de la classe ouvrière, cela ne pouvait en aucun cas être considéré comme pleinement démocratique. Ce sont les bolcheviks de Lénine, qui contrôlaient le gouvernement, qui ont également créé le système électoral et l'ont supervisé.

Cette même année de 1918, Lénine et les bolcheviks convoquèrent le premier congrès de l'Internationale communiste, une nouvelle internationale destinée à remplacer l'Internationale socialiste qui s'était effondrée dans le déshonneur en août 1914 après que ses principaux partis membres en Allemagne et en France eurent soutenu leurs gouvernements respectifs au début de la Première Guerre mondiale, violant ainsi leurs propres résolutions anti-guerre. La guerre, puis la Révolution russe de 1917, ont divisé les partis socialistes du monde entier, tandis que de nouveaux partis communistes émergeaient, désormais unis au sein de la nouvelle internationale et prenant pour modèle le bolchevisme de Lénine.

## **La gestion par un seul homme**

Le gouvernement soviétique a commencé à nationaliser l'industrie en novembre 1917, initialement sous le contrôle des travailleurs. À la mi-1918, le processus de nationalisation était achevé tant pour l'industrie que pour les transports. Dans son essai d'avril 1918, «[Les tâches immédiates du gouvernement soviétique](#)», Lénine plaida en faveur du contrôle individuel des dirigeants ou des spécialistes dans les usines ou autres installations, et déclara que les employés devaient leur accorder une « obéissance inconditionnelle ». Il affirma que cela était nécessaire à l'époque dans le système qu'il qualifiait de « capitalisme d'État ».

Certaines usines disposaient de conseils composés de dirigeants, de spécialistes et de membres des syndicats ou d'autres travailleurs. En septembre 1919, Lénine appela plutôt à réduire la taille des conseils d'administration et à instaurer une « direction unipersonnelle » (*edinonachalie*). En janvier 1920, il affirma que la « direction individuelle » était le moyen le plus efficace d'assurer l'efficacité. Lors du Xe Congrès du Parti en 1921, la faction de l'Opposition ouvrière réclama des conseils d'administration industriels élus et un congrès des producteurs afin d'établir un contrôle démocratique de l'économie. Lénine s'opposa farouchement à cette position, arguant que le parti et l'État devaient contrôler l'industrie, en agissant par l'intermédiaire des directeurs d'usine et de leurs superviseurs sur le lieu de travail. Lénine et ses bolcheviks remportèrent le débat. Ainsi, le modèle de contrôle centralisé d'en haut qui dominait désormais la politique s'appliqua également à l'industrie.

## **La Tchéka et la Terreur rouge**

Le 30 août 1918, Fanny Kaplan, membre des SR, a tiré sur Lénine lors d'une tentative d'assassinat, le blessant gravement. Peu après, l'organe de direction soviétique nouvellement créé, le Conseil des commissaires, a mis en place la Commission extraordinaire panrusse, ou Tchéka,

l'organisation de police secrète chargée de lutter contre les « ennemis de classe » et les « contre-révolutionnaires ». Si d'autres partis participaient à la Tchéka, les bolcheviks — rebaptisés Parti communiste russe en mars 1918 — contrôlaient le Conseil, qui contrôlait à son tour la Tchéka, laquelle comptait des milliers d'agents et, plus tard, 200 000 soldats. La Tchéka pouvait arrêter des personnes, les priver de leurs droits et de leurs biens, et procéder à des exécutions sans procès. Sous la menace d'une rébellion politique, des émeutes et des soulèvements qui se déroulaient dans toute la Russie, le chef de la Tchéka, Félix Dzerjinski, déclencha la Terreur rouge le 5 septembre 1918, procédant à des arrestations et des exécutions massives de partisans de la droite, d'anarchistes et d'autres ennemis politiques. La Tchéka tua des dizaines de milliers de personnes au cours de sa brève histoire. En 1922, elle devint la GPU, puis l'OGPU, puis, au milieu des années 30, le NKVD, qui conserva bon nombre de ces mêmes pouvoirs et, surtout sous Staline, fit de nombreuses autres victimes.

Victor Serge, un ancien anarchiste devenu bolchevique, a écrit dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* :

Je crois que la création de la Tchéka fut l'une des erreurs les plus graves et les plus inadmissibles que les dirigeants bolcheviques aient commises en 1918, lorsque les complots, les blocus et les interventions leur firent perdre la tête. Tout porte à croire que des tribunaux révolutionnaires, fonctionnant au grand jour et reconnaissant le droit à la défense, auraient atteint la même efficacité avec bien moins d'abus et de dépravation. Était-il nécessaire de revenir aux procédures de l'Inquisition ?

## **Le communisme de guerre**

La guerre civile russe, qui s'est déroulée entre juin 1918 et mars 1921, fut principalement un conflit entre l'Armée rouge du gouvernement soviétique et l'Armée blanche contre-révolutionnaire, composée d'officiers de droite de l'ancienne armée impériale tsariste sous les ordres du général Alexandre Koltchak. D'autres forces ont toutefois également pris part à la guerre civile, notamment l'armée anarchiste de Nestor Makhno (la Makhnovchtchina), et les armées vertes alignées sur les SR. Il y avait aussi des forces locales, telles que l'Armée de l'Islam dans le Caucase. Quatorze États étrangers sont par ailleurs intervenus contre les rouges. Partout, divers peuples de l'ancien empire ont profité de la guerre civile pour tenter de créer des États indépendants. Au final, 7 à 12 millions de personnes périrent, victimes de la guerre, de la famine ou de maladies.

Au milieu de ce conflit complexe qui menaçait de faire échouer la révolution, Lénine et les bolcheviks instaurèrent en juin 1918 le régime économique et politique du communisme de guerre et commencèrent à réquisitionner la nourriture des paysans dans le but de nourrir la classe ouvrière des villes et l'Armée rouge. Mais le communisme de guerre alla bien au-delà de la réquisition et du rationnement. Le gouvernement a nationalisé toute l'industrie sous son administration, interdit l'entreprise privée et pris le contrôle de tout le commerce extérieur. Le gouvernement a non seulement pris le contrôle des chemins de fer, mais a mis en place une gestion quasi-militaire de ceux-ci. Les grèves étaient interdites partout et ceux qui n'appartenaient pas déjà à la classe ouvrière se voyaient assigner à des travaux obligatoires. L'État communiste à parti unique contrôlait désormais l'ensemble de l'économie.

## La guerre contre l'Église

En 1921, le Parti bolchevique de Lénine lança une guerre contre l'Église orthodoxe, qui était une organisation puissante et influente dans la Russie tsariste. Il y avait des dizaines de milliers de prêtres, de nonnes et de moines en Russie, une caste religieuse très riche, loyale au tsar et liée aux propriétaires terriens nobles. La guerre contre l'Église s'est déroulée à deux niveaux : contre les biens de l'Église et contre la religion orthodoxe. Le gouvernement bolchevique exigea tout l'or, l'argent et les bijoux de l'Église en raison de la terrible famine qui sévissait. L'Église tenta de trouver un compromis en proposant de payer l'équivalent de la valeur, mais le gouvernement refusa. Les confiscations dans les chapelles locales conduisirent à de violentes confrontations entre les autorités gouvernementales et les chrétiens orthodoxes.

L'État communiste s'empara des terres, des bâtiments et des richesses de l'Église. Lénine, en tant que chef du gouvernement, [écrivit](#) :

Plus nous réussissons à fusiller [exécuter] de représentants du clergé réactionnaire et de la bourgeoisie réactionnaire à cette occasion, mieux ce sera, car il faut précisément maintenant donner une leçon à ce « public » de telle sorte qu'il n'ose plus songer à la moindre résistance pendant plusieurs décennies.

Les communistes ont tué 8 000 prêtres pour briser leur pouvoir idéologique, économique et politique. Après la mort de Lénine, la Ligue des athées militants a continué à œuvrer pour éradiquer le christianisme orthodoxe, le judaïsme et l'islam, fermant des milliers d'églises, de synagogues et de mosquées. L'article 124 de la Constitution soviétique de 1936 garantissait théoriquement la liberté de religion, mais celle-ci était bafouée dans la pratique. La persécution de la religion s'est poursuivie sous Staline et Khrouchtchev, jusque dans les années 1960 et au-delà.

## Le retard de la Russie

Comme évoqué précédemment, les révolutionnaires marxistes en Russie étaient confrontés au problème d'une classe ouvrière réduite et d'une paysannerie massive. Les bolcheviks, qui contrôlaient les soviets, avaient accordé à la classe ouvrière une représentation disproportionnée au sein des soviets afin de tenter de rétablir l'équilibre. Cela ne suffisait toutefois pas à surmonter le problème d'un pays peu industrialisé et comptant une faible proportion de travailleurs. Comment remédier à ce problème ? Lénine pensait que le déséquilibre en Russie serait corrigé par une révolution ouvrière victorieuse en Allemagne, un pays doté d'un développement industriel élevé, d'une classe ouvrière importante, de syndicats puissants et d'un parti socialiste puissant. L'Allemagne communiste viendrait au secours de la Russie communiste. Il était convaincu qu'une révolution socialiste en Allemagne était essentielle pour sauver la Révolution russe, ou comme il l'a dit en mars 1918 : « sans une révolution allemande, nous sommes condamnés ».

L'internationalisme ouvrier était bien sûr une valeur fondamentale des socialistes depuis que Marx avait écrit dans le *Manifeste communiste* : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » Et l'on pouvait certainement entrevoir la possibilité d'une réaction en chaîne de révolutions socialistes en Europe en 1918. Mais l'argument de Lénine selon lequel, seule une victoire de la révolution socialiste allemande permettrait à la révolution russe de réussir représentait un nouveau tournant

dans les discussions sur les possibilités d'une révolution socialiste dans leur pays. Comment une telle relation germano-russe allait-elle naître et fonctionner ?

En mars 1919, Lénine et les bolcheviks estimaient que l'ancienne Internationale socialiste, dont la plupart des partis membres avaient soutenu la participation de leur nation à la guerre mondiale, avait trahi le mouvement socialiste. Ils fondèrent donc une nouvelle Internationale communiste. L'Internationale communiste, fondée sur les principes organisationnels et politiques bolcheviques, avait pour objectif d'étendre la révolution socialiste mondiale. En Europe, son action se concentrerait sur l'Allemagne. Pourtant, même s'il y avait une révolution allemande, comment les révolutions russe et allemande pourraient-elles s'unir ? Après tout, entre la Russie soviétique et l'Allemagne se trouvaient l'Ukraine, la Lituanie et la Pologne.

La réponse, selon Lénine, consistait à porter la Révolution russe en Pologne, puis en Allemagne. Dès 1919, les troupes russes combattaient l'armée polonaise à Vilnius, en Lituanie, que la Pologne avait annexée lors de la désintégration de l'Empire tsariste. Lénine pensait qu'une invasion russe de la Pologne y déclencherait une révolution et que cela fournirait un « pont » vers l'Allemagne pour la révolution socialiste internationale. Il prônait donc une guerre contre la Pologne, convaincu que l'Armée rouge y serait bien accueillie.

Le peuple polonais, asservi par les empires allemand, austro-hongrois et russe, avait été rayé de la carte de l'Europe de 1795 à 1918. Il existait un formidable sentiment nationaliste polonais et un mouvement populaire, et Józef Piłsudski s'en emparait. Tout en restant à la tête du Parti socialiste polonais, Piłsudski était devenu en 1918 chef de l'État et commandant en chef de la Pologne, et s'était engagé à bâtir un État polonais fort. Avec ses propres visées expansionnistes, il mena la Pologne à l'attaque de Kiev, en Ukraine, alors encore considérée comme faisant partie de la Russie. La Russie soviétique, avec le soutien de la nouvelle Internationale communiste, déclara alors la guerre à la Pologne en mars 1919.

Lénine prévoyait que l'Armée rouge et les ouvriers et paysans polonais s'uniraient et combattraient côte à côte contre la bourgeoisie polonaise et les propriétaires fonciers. Dans son [« Discours aux hommes de l'Armée rouge partant pour le front polonais »](#), Lénine déclara : « Que votre attitude envers les Polonais là-bas prouve que vous êtes les soldats d'une république des ouvriers et des paysans, que vous venez vers eux, non pas en tant qu'agresseurs, mais en tant que libérateurs. » Mais les Polonais considéraient l'Armée rouge de la Russie soviétique comme des conquérants et les combattirent. Aveuglé par son désir de propager la révolution, le jugement de Lénine a failli. Il n'aurait pas pu se tromper davantage.

Après la bataille de Varsovie en 1920, les Polonais remportèrent une victoire décisive sur la Russie soviétique, suivie d'un cessez-le-feu en octobre 1920 et de la négociation du traité de Riga en mars 1921. La Russie soviétique fit d'importantes concessions territoriales sur des terres qui se trouvent aujourd'hui en Biélorussie ou en Ukraine. Serge a écrit dans *De Lénine à Staline* : « Les ouvriers et les paysans de Pologne ne se sont pas soulevés, ce qui prouve une fois de plus que la révolution ne peut être imposée à un pays étranger par la force des armes. »

Non seulement la Russie soviétique fut vaincue, mais il fallut également renoncer, pour le moment, au rêve d'une région socialiste russo-polono-allemande.

## La rébellion de Cronstadt

La Révolution russe et la guerre civile ont causé de grandes souffrances au peuple russe. Dans certaines régions, les ouvriers et les paysans ont commencé à se rebeller. À Tambov en 1921, à seulement 480 km au sud-est de Moscou, les paysans se sont révoltés contre la confiscation des céréales. Les rebelles de Tambov formèrent une armée de guérilla de 80 000 hommes et combattirent la Tcheka et l'Armée rouge. Ce fut le plus grand soulèvement de ce type, mais la Tcheka fit état de 118 révoltes similaires à cette époque. Comment la situation pouvait-elle être maîtrisée ?

Le petit Parti bolchevique, qui ne comptait qu'environ 23 000 membres en 1917, comptait 100 000 membres en 1918, mais cela ne représentait que 0,1 % d'une nation de 100 millions d'habitants. Comme nous l'avons vu, les bolcheviks ont eu recours à la Terreur rouge de la Tcheka et au communisme de guerre — c'est-à-dire à des restrictions rigides, à la force et à la violence — pour empêcher la Russie de se désagréger et de leur échapper. Les bolcheviks étaient en proie à une grande anxiété et à une grande appréhension, craignant une contre-révolution à tout moment. Lorsque les ouvriers, les soldats et les marins de la ville de Cronstadt, sur l'île de Kotlin, à seulement 50 km de Petrograd, se révoltèrent, les bolcheviks lancèrent le message : « Les Blancs ont pris Kronstadt. » Cela laissait entendre que les contre-révolutionnaires blancs, bientôt rejoints par des envahisseurs étrangers, allaient attaquer la capitale russe. En réalité, ce qui s'était produit était une révolte menée par ces mêmes soldats, marins et ouvriers qui avaient jusqu'alors été la fierté et la joie de la révolution. À présent, cependant, aux yeux des bolcheviks, ils étaient devenus des traîtres. Pourquoi s'étaient-ils soudainement révoltés ? [Que voulaient-ils ?](#)

Le 23 février 1921, juste avant la rébellion de Cronstadt, des grèves éclatèrent dans les usines de Petrograd. Les ouvriers réclamaient une amélioration de l'approvisionnement alimentaire et le rétablissement des marchés locaux, mais ils voulaient aussi la liberté d'expression et de la presse. En réponse, les bolcheviks déclarèrent la loi martiale et arrêtèrent les meneurs de grève. Le 26 février, l'Assemblée générale de la flotte envoya un groupe de marins de Cronstadt à Petrograd pour voir ce qui se passait ; ils revinrent deux jours plus tard. Les marins, après avoir entendu les rapports de leurs représentants sur ce qui se passait dans l'ancienne capitale, ont rédigé [leurs propres revendications](#).

- *1. De nouvelles élections immédiates aux Soviets. Les Soviets actuels ne reflètent plus les souhaits des ouvriers et des paysans. Les nouvelles élections doivent se dérouler au scrutin secret et être précédées d'une campagne électorale libre.*
- *2. Liberté d'expression et de la presse pour les ouvriers et les paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche.*
- *3. Droit de réunion et liberté pour les organisations syndicales et paysannes.*
- *4. L'organisation, au plus tard le 10 mars 1921, d'une conférence des ouvriers, soldats et marins sans affiliation politique de Petrograd, de Cronstadt et du district de Petrograd.*
- *5. La libération de tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que de tous les ouvriers et paysans, soldats et marins emprisonnés appartenant à des organisations ouvrières et paysannes.*

- 6. L'élection d'une commission chargée d'examiner les dossiers de toutes les personnes détenues dans les prisons et les camps de concentration.
- 7. L'abolition de toutes les sections politiques au sein des forces armées. Aucun parti politique ne doit bénéficier de privilèges pour la propagation de ses idées, ni recevoir de subventions de l'État à cette fin. À la place des sections politiques, divers groupes culturels doivent être créés, financés par l'État
- 8. L'abolition immédiate des détachements de milice mis en place entre les villes et les campagnes.
- 9. L'égalisation des rations pour tous les travailleurs, à l'exception de ceux exerçant des métiers dangereux ou insalubres.
- 10. L'abolition des détachements de combat du Parti dans toutes les formations militaires. L'abolition des gardes du Parti dans les usines et les entreprises. Si des gardes sont nécessaires, ils devraient être désignés en tenant compte de l'avis des travailleurs.
- 11. L'octroi aux paysans de la liberté d'action sur leurs propres terres et du droit de posséder du bétail, à condition qu'ils s'en occupent eux-mêmes et n'emploient pas de main-d'œuvre salariée.
- 12. Nous demandons que toutes les unités militaires et tous les groupes d'officiers stagiaires s'associent à cette résolution.
- 13. Nous exigeons que la presse assure une large diffusion à cette résolution.
- 14. Nous exigeons la mise en place de groupes mobiles de contrôle ouvrier.
- 15. Nous exigeons que la production artisanale soit autorisée, à condition qu'elle ne recoure pas au travail salarié.

Comme on peut le constater, il ne s'agissait pas d'un programme contre-révolutionnaire, mais bien d'un programme socialiste démocratique. La rébellion de Cronstadt a commencé le 1er mars. Les bolcheviks ont continué à affirmer dans la presse du parti que ce qui se passait à Petrograd était un mouvement contre-révolutionnaire. Lénine, Trotsky et d'autres membres du Comité central décidèrent d'écraser la rébellion. Trotsky signa l'ordre à cet effet et Dzerjinski organisa l'assaut. Les bolcheviks publièrent un ultimatum exigeant une reddition inconditionnelle avant le 5 mars.

Victor Serge écrivait dans ses *Mémoires* :

Peu à peu, la vérité perça l'écran de fumée dressé par la presse, dont la mendacité ne connaissait désormais plus de limites. Et c'était notre presse, la presse de notre révolution, la première presse socialiste de l'histoire, donc la première presse incorruptible et impartiale de l'histoire. Certes, même par le passé, elle s'était parfois exposée, dans une certaine mesure, à l'accusation de démagogie (d'un genre chaleureux et sincère,

toutefois) et avait utilisé un langage violent à l'égard de ses adversaires. Mais ce faisant, elle était restée dans les règles du jeu et avait, en tout cas, agi de manière compréhensible. À présent, cependant, le mensonge était sa politique établie.

Serge décrit l'assaut :

Il fallait liquider la rébellion avant le dégel.

L'assaut final fut lancé par [le général Mikhaïl] Toukhatchevski le 17 mars et aboutit à une victoire remportée avec audace. Les marins de Cronstadt, combattant sans officiers compétents... firent un piètre usage de leur artillerie. Certains s'enfuirent en Finlande ; d'autres menèrent une bataille défensive acharnée, de fort en fort et de rue en rue, et moururent en criant : « Vive la révolution mondiale ! Certains moururent même en criant : « Vive l'Internationale communiste ! » Plusieurs centaines furent emmenés à Petrograd et remis à la Tchéka, qui, des mois plus tard — de manière criminelle et stupide — continuait à fusiller de petits groupes d'entre eux. Ces prisonniers appartenaient corps et âme à la révolution ; ils avaient donné voix aux souffrances et à la volonté du peuple russe ; et la NEP [Nouvelle politique économique] était là pour montrer qu'ils avaient eu raison ! De plus, ils avaient été faits prisonniers lors d'une guerre civile, et par un gouvernement qui, depuis longtemps, promettait une amnistie à ses adversaires prêts à devenir ses partisans. Dzerjinski présida à ce massacre sans fin — ou du moins le laissa se produire.

Kronstadt fut le résultat d'un effet de ciseau — une série de décisions antérieures concernant l'organisation du parti, la dissolution de l'Assemblée constituante, le communisme de guerre, la Tchéka et la Terreur rouge, ainsi que la guerre contre la Pologne — qui rendaient les événements de mars 1921 pratiquement inévitables. À Cronstadt, des milliers de soldats et de marins de l'Armée rouge des deux camps périrent, tous convaincus de défendre la révolution — alors que seul un camp, celui des rebelles, le faisait réellement.

## **Interdiction des fractions**

Alors que Dzerjinski supervisait l'écrasement de Cronstadt, le Xe Congrès du Parti communiste russe (bolchevique) se réunissait à Moscou, contraint désormais de prendre d'autres mesures pour faire face à la crise politique — on pourrait dire, la carotte et le bâton. Lénine proposa la Nouvelle politique économique (NEP), mettant fin à la période du communisme de guerre. La NEP mit fin aux réquisitions, autorisant les paysans à vendre leurs récoltes et en les taxant. Le contrôle de l'État sur l'ensemble de l'économie prit fin, permettant l'émergence de petites entreprises et du commerce de détail. Il s'agissait d'une économie mixte et d'un marché libre coexistant avec les industries et le commerce gérés par l'État. C'était la carotte.

Dans le même temps, Lénine présenta une résolution, [« Sur l'unité du Parti »](#), qui interdisait les fractions au sein du parti. C'était le bâton. Il justifia cette mesure au sein du parti en invoquant la rébellion de Cronstadt, qu'il affirmait avoir été provoquée par des contre-révolutionnaires bourgeois déguisés en communistes d'extrême gauche. Parmi les fractions interdites, les plus importantes étaient l'Opposition ouvrière et les groupes du « centralisme démocratique », qui réclamaient le pouvoir des travailleurs dans l'industrie et la société ainsi que la démocratie au sein

de ce qui était devenu un parti-État bureaucratique. Mais toutes les fractions devaient se dissoudre ou être expulsées. Ainsi, la démocratie au sein du parti au pouvoir prit fin. La vie démocratique des soviets et des syndicats s'éteignit. Les bolcheviks avaient désormais le contrôle total du Parti communiste, qui contrôlait à son tour le gouvernement, la nouvelle économie mixte et la société.

## **Lénine confère à Staline le pouvoir de diriger l'État à parti unique**

Lénine approuva la nomination de Staline au poste de secrétaire général du Parti communiste en 1922, une fonction qui lui conférait le contrôle de l'administration du parti. Ce poste donnait à Staline le pouvoir de contrôler et d'approuver les nouveaux membres, ainsi que d'affecter les membres à leurs postes au sein du parti. Il nomma ses partisans à des postes importants et, avec eux, construisit un réseau de fidèles qui finirait par lui donner le contrôle effectif du parti à la mort de Lénine en 1924.

Lénine était bien conscient du danger que représentait Staline, [écrivant le 25 décembre 1922](#) : « Le camarade Staline, devenu secrétaire général, a concentré un pouvoir énorme entre ses mains ; et je ne suis pas sûr qu'il sache toujours comment utiliser ce pouvoir avec suffisamment de prudence. » [Le 4 janvier 1923, il ajouta](#) :

Staline est trop grossier, et ce défaut, tout à fait supportable dans les relations entre nous, communistes, devient insupportable à la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de trouver un moyen de démettre Staline de cette fonction et d'y nommer un autre homme qui, à tous égards, ne diffère de Staline que par sa supériorité — à savoir, plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif aux camarades, moins capricieux, etc.

Serge rapporte dans *De Lénine à Staline* que « peu avant sa mort, Lénine proposa à Trotsky — qui était hostile au système bureaucratique — une action commune pour la démocratisation du parti ». C'est peut-être vrai. Mais il était trop tard. Les accidents vasculaires cérébraux de Lénine le rendirent de plus en plus invalide et, un an plus tard, le 21 janvier 1924, il était mort.

Une lutte de succession s'ensuivit alors entre Zinoviev, Kamenev, Trotsky et Staline. Staline, cependant, avait l'astuce et détenait toutes les cartes, en particulier les cartes de membre. En 1929, Staline avait mobilisé ses partisans et éliminé toute menace de la part de ses rivaux. Tout en conservant le titre de secrétaire général, il devint le chef du parti et de l'État, le dictateur de l'Union soviétique. Staline exerça également très vite un contrôle effectif sur l'Internationale communiste et les partis communistes du monde entier. Lénine avait été responsable de la passation du pouvoir à Staline, même s'il avait émis des réserves tardives.

## **Le léninisme a-t-il conduit au stalinisme ?**

Bien sûr, Serge a raison lorsqu'il écrit dans *De Lénine à Staline* :

Personne ne songeait à lutter pour un État totalitaire ; les hommes se battaient et mouraient pour une nouvelle forme de liberté. Le bolchevisme triompha en proclamant aux masses et au monde une démocratie de travailleurs libres, telle qu'on n'en avait

jamais vu auparavant. La première Constitution soviétique rédigée par Sverdlov garantissait toutes les libertés aux travailleurs. Personne, par exemple, ne songeait à abolir la liberté de la presse au lendemain de l'insurrection victorieuse.

Pourtant, la révolution a conduit au totalitarisme.

Serge rejetait l'idée selon laquelle le léninisme avait conduit au stalinisme, écrivant :

On dit souvent que « le germe de tout le stalinisme se trouvait dans le bolchevisme à ses débuts ». Eh bien, je n'y vois aucune objection. Seulement, le bolchevisme contenait aussi beaucoup d'autres germes, une multitude d'autres germes, et ceux qui ont vécu l'enthousiasme des premières années de la première révolution socialiste victorieuse ne devraient pas l'oublier. Juger l'homme vivant à l'aune des germes mortels que l'autopsie révèle dans le cadavre — et qu'il portait peut-être en lui depuis sa naissance — est-ce vraiment raisonnable ?

Je trouve que ce n'est pas une réponse. La question lors d'une autopsie n'est pas de savoir à quel point le patient était plein de vie dans sa jeunesse, mais plutôt ce qui l'a tué. Oui, la Russie soviétique était assiégée, menacée par la contre-révolution, subissait des millions de morts dues à la guerre civile et à la famine, et était envahie par des puissances étrangères. Mais dans ce contexte — et même en admettant que, peut-être pour ces raisons, certaines décisions aient été imposées à Lénine et aux bolcheviks —, de mauvaises décisions ont été prises, des décisions qui ont éliminé la démocratie. Lénine, et ce qui est devenu le léninisme, a joué un rôle très important, un rôle décisif, dans l'extinction de la démocratie socialiste.

Les bolcheviks, qui ont fini par contrôler le parti, les soviets, la gestion de l'industrie et des syndicats, ainsi que tous les départements gouvernementaux, suivaient les ordres du Comité central et de son chef, Lénine. Le parti était imprégné d'une culture d'obéissance aux supérieurs, fondée au départ sur le respect de ces dirigeants, puis sur la nécessité de gagner et de défendre la révolution, ensuite sur une réticence à critiquer, et encore moins à désobéir, par crainte de compromettre la révolution, et enfin, après la création de la Tchéka, sur la crainte d'être puni pour toute indépendance de pensée ou d'action.

Encore une fois, l'effet de cliquet. Dans un tel parti, la démocratie était morte, et l'autoritarisme avait pris sa place.

L'idéal léniniste et la structure organisationnelle ont ensuite été portés par les chars de l'Union soviétique en Europe de l'Est, exportés vers la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord, puis adoptés par Cuba. Le camp communiste était composé d'États aux sociétés de classes fondées sur l'exploitation et l'oppression, et les plus grands d'entre eux étaient impérialistes. En Europe occidentale, les communistes se sont progressivement assimilés aux sociaux-démocrates, s'intégrant au système politique capitaliste et contribuant à sa supervision.

Ceux qui, plus tard et ailleurs, ont suivi ou imité les communistes ont trop souvent créé de petits partis autoritaires, des sectes dogmatiques ou parfois même des cultes autour de leaders charismatiques. Bien qu'ils se qualifient de centralistes démocratiques, peu de ces groupes étaient

véritablement démocratiques. Les dirigeants dirigeaient, les partisans suivaient. La vie interne de ces groupes pouvait être étouffante ou animée par des meneurs d'humeur, maintenue artificiellement dans l'excitation et la frénésie. Les membres de ces groupes travaillaient dur pour diffuser leur littérature, recruter et mener à bien leurs projets au sein des mouvements ouvriers ou sociaux, mais le plus souvent, leur travail était stérile. La plupart restaient petits, marginaux et, parfois, déconnectés de la réalité, comme s'ils ne savaient pas où ils vivaient.

## **Autres possibilités**

Lorsque l'on examine la carrière de Lénine et l'histoire des bolcheviks, on peut discerner certains moments où une trajectoire alternative était envisageable. Les bolcheviks, plutôt que de mener un coup d'État et de s'emparer du pouvoir, auraient pu permettre au parlement élu par le peuple de se réunir, de prendre le pouvoir en tant qu'Assemblée constituante et de créer une république, ou peut-être de créer une république conjointement avec le Soviet, une sorte de gouvernement bicaméral. Les bolcheviks détenaient 25 % des sièges au parlement et, avec les autres partis de gauche, la majorité au sein des soviets. Ils auraient pu tenter de créer l'« organisation sociale » de la société dont Lénine parlait alors. C'est-à-dire de créer un gouvernement social-démocrate.

On retrouve un autre moment de ce type lorsque, dans les premiers jours des soviets, il existait un gouvernement multipartite que les bolcheviks auraient pu s'efforcer de préserver, voire d'élargir. Dans l'un ou l'autre de ces cas, les bolcheviks, ayant besoin du soutien de l'Allemagne, auraient pu tendre la main à la République de Weimar pour tenter de trouver un appui en faveur d'une social-démocratie russe. Et au moment de la rébellion de Cronstadt, le gouvernement bolchevique aurait pu négocier avec les rebelles et accéder à leurs revendications pour plus de démocratie en échange de leur défense continue de la Russie contre d'éventuels envahisseurs étrangers.

À de tels arguments, les léninistes répondent toujours : « Mais alors, la contre-révolution aurait renversé le gouvernement socialiste naissant des bolcheviks. » Peut-être, mais nous savons pertinemment que l'ascension de Staline et de son Parti communiste a renversé ce gouvernement socialiste naissant et, dès les années 1930, l'avait remplacé par une nouvelle classe dirigeante — une classe dirigeante bureaucratique et collectiviste qui opprimait et exploitait les travailleurs et présidait à une puissance impériale.

Tout cela montre clairement qu'il est temps de dire adieu à Lénine et au léninisme. On n'a pas besoin de Lénine pour être socialiste ou révolutionnaire. On n'a pas besoin de Lénine pour créer une organisation socialiste. Il suffit d'avoir des principes socialistes, une discussion démocratique, ainsi que l'engagement et l'autodiscipline des membres. Nos organisations socialistes doivent être véritablement et profondément démocratiques, y compris dans leurs relations avec les mouvements ouvriers et sociaux. La démocratie est au cœur de notre socialisme. Luxemburg avait raison : il n'y a pas de socialisme sans démocratie, et pas de démocratie sans socialisme.

## **Dan La Botz**

Paru en anglais initialement sur le site de Links : [Goodbye to Lenin and Leninism](#), le 25 avril 2026.